

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 9 MARS 2020 - 50^e ANNÉE - N° 1185 - 3,50 €

Uber

Victoire pour les exploités du macadam ! Dans un arrêt rendu le 4 mars, la Cour de cassation a jugé que le contrat de partenariat, signé par un chauffeur de taxi dont le compte avait été fermé, et la société Uber BV s'analysait comme un contrat de travail. L'économie de plateforme qui organise notamment les services de taxis et de livraison à domicile est un système très fructueux pour les propriétaires de la plateforme numérique qui met en contact les clients demandeurs et des travailleurs réputés indépendants fort mal rémunérés.

Cette indépendance est une fiction. Le chauffeur n'a pas de clientèle propre, il doit accepter des courses sans toujours connaître la destination finale, il suit des itinéraires imposés, ne peut fixer librement ses tarifs et la plateforme peut le déconnecter à partir de trois refus de course. Uber établit donc clairement un lien de subordination puisque la société peut donner des instructions, en contrôler l'exécution et en sanctionner l'inexécution. Or, le lien de subordination pour un travail rémunéré est le critère du travail salarié. Le contrat de partenariat doit donc être requalifié en contrat de travail.

Il faut souhaiter que les travailleurs liés à des plateformes numériques demandent massivement la requalification de leur contrat de travail. Et dans les entreprises classiques, certains patrons devraient se souvenir que le droit français ne reconnaît pas de statut intermédiaire entre le statut de travailleur indépendant et celui de travailleur salarié. ■



Agriculture : le grand défi

Les médias s'intéressent à l'agriculture quand le Salon annuel ouvre ses portes et l'oublie dès qu'elles sont refermées. La crise de l'agriculture exige pourtant des réponses urgentes.

Ponctué de brèves manifestations, la crise de l'agriculture est silencieuse dans notre pays. Le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 50% en trente ans, la relève des générations ne se fait pas, les aides communautaires ne

sont pas garanties, le revenu des agriculteurs est faible et les suicides toujours aussi nombreux. Ces phénomènes négatifs se conjuguent, au moment même où la France doit prendre les moyens d'assurer sa souveraineté alimentaire,

tout en accomplissant, pour son agriculture, comme pour son industrie ou son énergie, une complète révolution écologique. Il faudrait une nouvelle politique agricole. Nous en sommes bien loin !
Pages 2 et 3.

Sauver la beauté du monde

Chaque jour, on nous dit qu'il faut sauver la planète. Erreur ! Ce n'est pas la planète qui est en danger mais notre monde.

Dans son dernier essai, Jean-Claude Guillebaud rompt avec le discours dominant et explique pourquoi nous demeurons inertes devant le déluge des statistiques angoissantes. Notre planète n'est pas en danger : elle ne va pas exploser ou se transformer en boule de feu et ce n'est pas la « gouvernance

par les nombres » qui va réussir à nous mobiliser pour sauver notre monde humain, jamais trop humain. S'il faut que le politique ressaisisse le cours des affaires humaines, qu'il n'oublie de sauver la beauté des villes et des paysages.
La chronique de Gérard Leclerc en page 9.

Dans ce numéro :

Page 3 : **Séparatisme, le mot pour ne rien dire.**

Page 5 : **Le plan Trump pour la Palestine.**

Page 8 : **Les apprentis sorciers de la génétique.**

Page 10 : **Parasite, le film de Bong Joon-ho.**

Page 12 : **Éditorial Agir dans l'incertitude.**



Le monde agricole au pied du mur

Le Salon de l'agriculture a fermé ses portes prématurément il y a dix jours, l'épidémie de coronavirus en abrégant la 57^e édition. Avec 150 000 visiteurs de moins qu'en 2019, le bilan est morose, à l'image du milieu paysan.

De sombres augures avaient accompagné l'inauguration du Salon international de l'agriculture de Paris le 22 février 2020. La veille, le Conseil européen tenu à Bruxelles s'était achevé sans accord trouvé sur le financement de la nouvelle Politique agricole commune (PAC). Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne laisse un vide d'environ 60 milliards d'euros à combler dans l'enveloppe des aides communautaires à l'agriculture. Emmanuel Macron, qui entend s'opposer à toute baisse du budget de la PAC, n'a pas encore gagné la partie... Et à supposer que la France obtienne gain de cause auprès de ses vingt-six partenaires, le défi de l'agriculture de demain restera entier. Le nombre d'exploitations agricoles dans notre pays est passé sous la barre du demi-million ces dernières années, soit une diminution de plus de 50 % en trente ans. L'âge moyen des agriculteurs actifs demeurant élevé, la question de la relève générationnelle n'est toujours pas résolue alors même que le retour du protectionnisme, l'impératif environnemental et l'amorce d'une mondialisation font ressurgir dans le débat public la nécessité de garantir la « souveraineté alimentaire » du

pays. Certes, le monde paysan entame une longue transition. Pourra-t-il l'accomplir avec succès ? Les doutes subsistent.

Le premier enjeu de taille est donc de rendre à nouveau les métiers agricoles attractifs et viables. Un gros coup de pouce aux revenus avait été promis lors de l'adoption de la loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable, dite loi Egalim. Les mécanismes de contrôle (limitation des promotions, du seuil de revente à perte...) et de négociation (contractualisation plus favorable aux agriculteurs...) pré-

vus par le texte ont certainement contribué à mettre fin à la déflation des prix alimentaires sans provoquer la hausse du panier du consommateur. Mais cette petite victoire ne s'est pas traduite par une amélioration sensible des revenus des agriculteurs, notamment des producteurs de viande et de fruits et légumes (*Les Échos*, 21-22/02/2020). Les distributeurs continuent, pour l'heure, d'être maîtres du jeu.

L'autre grande révolution à accomplir est d'ordre écologique. La préservation de la planète et la santé des hommes sont intimement liées à la pérennité de l'agriculture. La course à la productivité, encouragée

à l'échelle du continent par le « premier pilier » (soutien aux marchés et aux revenus des agriculteurs) de la PAC, a entraîné l'explosion de l'emploi de pesticides. Entre 1990 et 2015, leur usage mondial a connu une augmentation de 70 % (*Le Monde* des 23-24/02/2020) ! L'agriculture bio a désormais le vent en poupe. En France, les « états généraux de l'alimentation » tenus en 2018 ont débouché sur la promesse d'un accroissement de 15 % de la surface agricole convertie au bio d'ici 2022. Mais le compte n'y sera pas, faute de moyens placés en face des ambitions. Pour financer l'aide à la conversion, le gouvernement

Prudence sur la notion d'agribashing

L'agribashing, un concept fourre-tout ? Le terme, dont la définition est devenue celle d'un dénigrement systématique des agriculteurs, est omniprésent médiatiquement. Soyons donc prudents et justes. À l'origine, l'agribashing vise, non à attaquer l'agriculture en général, mais à formuler des critiques pertinentes sur l'agriculture intensive et le mode de production conventionnel pour les remettre légitimement en cause. Rappelons également que d'après une étude Odoxa Dentsu Consulting pour *Le Figaro* et *Franceinfo*

publiée fin février, 85 % des Français ont une vision positive du métier d'agriculteur. Mais la santé, le bien-être animal, l'agriculture paysanne, la valorisation du bio, des petites exploitations, le localisme sont des sujets au cœur du débat public et le monde agricole ne peut échapper aux critiques. Le problème est que l'agribashing est aujourd'hui instrumentalisé par deux « groupes » : d'un côté, une minorité de militants écologistes, parfois végans, qui font leur beurre idéologique avec des actions coup de poing liberticides et

inadmissibles. De l'autre, certains acteurs agricoles qui usent du concept comme levier pour se victimiser et se rendre intouchables. La création de Déméter, une cellule de gendarmerie surveillant les « atteintes au monde agricole » est d'ailleurs sujette à controverse car elle fait la chasse aux attaques matérielles, physiques mais aussi symboliques. C'est ainsi qu'un couple de Girondins qui organisait une table-ronde sur les pesticides à Samonac s'est vu interroger pendant une heure... ■

I.S.

a suspendu l'aide au soutien de l'agriculture bio. En déshabillant Paul pour habiller Jacques, les décideurs politiques mettent à nu les limites réelles de leur action, au-delà des effets d'annonce. La nouvelle PAC, encore dans les limbes de la technocratie bruxelloise, devrait être cependant réorientée en faveur de l'agriculture bio, en accord avec le récent *Green Deal* qui prétend faire de l'Union européenne, à l'horizon 2050, une zone « climatique-neutre ».

Difficile, enfin, de dissocier les problématiques environnementales et agricoles de la question, culturelle, des habitudes alimentaires. L'épuisement des ressources naturelles engendré par la surconsommation interroge sur la capacité de nourrir suffisamment et sainement une population mondiale en expansion constante. Il s'agit là d'un véritable sujet diplomatique. À l'instar des « guerres de l'eau » qui se multiplieront au XXI^e siècle, l'accès à certaines denrées crée déjà des tensions internationales. L'une des conséquences directes du Brexit n'a-t-elle pas été l'interdiction opposée aux navires de pêche français d'accéder aux eaux poissonneuses britanniques ? La surpêche ayant conduit à l'appauvrissement des océans, le risque d'enlèvement des discussions portant sur la redéfinition des relations commerciales entre l'UE et le Royaume-Uni affecte directement les pêcheurs normands et bretons. ■

CASIMIR MAZET.

Séparatisme, le mot pour ne rien dire

Il ne suffit pas de se payer de mots pour prétendre apporter des solutions à un phénomène qui met en cause les fondements de notre modèle politique et social.

« Dans la République, l'islam politique n'a pas sa place », a affirmé le chef de l'État dans un discours prononcé en Alsace le 18 février dernier, avant de désigner le « séparatisme » comme « l'ennemi à abattre ». La fermeté du ton a pu séduire ceux qui s'inquiètent de comportements perçus comme contraires aux règles et aux valeurs de notre pays : refus de la mixité, rejet du système éducatif, phénomènes d'emprise religieuse susceptibles de conduire au terrorisme, etc.

Mais si la parole présidentielle s'est voulue dépourvue de toute stigmatisation, elle masque une confusion de la pensée dont les effets risquent d'être opposés au but recherché. En usant du mot « séparatisme » à la place de « communautarisme », Emmanuel Macron a sans doute voulu sacrifier à une pratique « disruptive » chère aux adeptes du nouveau monde. Le vocable « communautarisme » ne recouvre pas que des choses négatives. La communauté n'est pas nécessairement un monde fermé. Mais elle peut être une contrainte pesante sur les libertés individuelles. Par



Discours d'Emmanuel Macron sur le communautarisme à Mulhouse.

ailleurs, certains groupes fondamentalistes sont dans une démarche de rupture avec la société moderne et le modèle démocratique. Introduire la terminologie « séparatisme », explique l'islamologue Rachid Benzine, n'est-ce pas prendre « le risque que celle-ci soit, de fait, intégrée par des groupes de la population musulmane qui sont de plus en plus en rupture avec notre société du fait des influences idéologiques reçues, mais aussi en raison des discriminations subies ? »

Quant aux « mesurées » annoncées pour lutter contre « les influences étrangères », elles relèvent de l'enfumage. On se félicite de la suppression des ELCO, ces cours facultatifs de langue étrangères dispensés à l'école à 80 000 élèves, en vertu de conventions conclues

avec des pays étrangers par des enseignants qui ne parlent parfois pas français et qui sont soupçonnés de prosélytisme. Mais le mouvement avait déjà été engagé sous le précédent septennat. On applaudit à la sortie progressive du système des imams détachés. Mais on ne voit pas très bien comment concilier le respect de la neutralité religieuse de l'État avec l'annonce d'une formation d'imams français. Comment en outre, ne pas s'étonner du silence observé par nos autorités sur le financement par le Qatar des mosquées construites en France ?

En revanche, on constate sans surprise qu'Emmanuel Macron s'est emparé du sujet à l'approche des élections municipales. On sait sa majorité divisée sur le « communautarisme ». On n'ignore pas sa volonté de mordre sur un électoralat de droite et de vouloir capter le malaise d'élus locaux que l'État laisse impuissants face à un phénomène qui les dépasse et les conduit parfois à de douteuses compromissions, pour tenter de préserver l'unité compromise d'une population qui se sent abandonnée. Or c'est au chef de l'État qu'il revient de produire du commun, notamment en préservant notre modèle social qu'il s'emploie à détruire.

LAURENT LAGADEC.

L'Écho du net

■ **Le drame de la Grèce.** - Panagiotis Grigoriou est un historien et ethnologue grec, francophone et francophile. Il a créé en 2011, à l'occasion de la crise grecque, le blog *greekcrisis.fr*⁽¹⁾ qui a l'ambition louable de nous faire connaître la vie quotidienne qui est celle d'un pays toujours martyrisé par l'Union européenne. La Grèce se trouve en plus aujourd'hui instrumentalisée et prise en otage par la Turquie dans le bras de fer qui oppose Erdogan à l'Europe dans le cadre du conflit syrien, où l'armée turque est confrontée, dans la province d'Idlib en Syrie, à celle de Bachar El Assad, soutenue quant à elle par la Russie. Afin d'extorquer un soutien diplomatique et financier aux pays européens, la Turquie a décidé de « lâcher »

des centaines de milliers de réfugiés (pas tous Syriens et parmi lesquels se trouvent, à dessein, de très nombreux anciens djihadistes de Daech) à sa frontière avec la Grèce, porte d'entrée vers l'Europe dans cette région. Dans sa publication du 3 mars, Panagiotis Grigoriou nous relate à chaud les événements : « Le Quatrième corps d'Armée [grec] est, depuis ce matin 2 mars, déployé sur toute la ligne de la frontière avec la Turquie en Thrace, d'où il entreprend des exercices d'envergure durant 24 heures. Pareillement et durant 24 heures, des exercices d'envergure analogue auront lieu en mer : au menu, tirs directs dans une large zone près des îles grecques en face de la Turquie et ceci sur toute la ligne nord-sud de la mer Égée. Des convois de l'Armée grecque convergent vers la frontière avec la Turquie, et d'autres troupes

sont envoyées sur nos îles par bateau et par avion, lorsque l'ensemble des hôtels des villes situées près de la frontière sont occupés par les hommes de la police et les militaires dépêchés sur place. Au passage des camions de l'armée, les habitants applaudissent, tandis que d'autres citoyens volontaires s'organisent pour aussi converger vers la frontière. » Plus loin, il dénonce « ceux des ONG qui s'enrichissent en détruisant la Grèce et qui doivent savoir que, désormais, ils ne sont pas en sécurité, de même que leurs amis, les termites de nation bien de chez nous. Il faut faire usage des moyens appropriés et ne pas tomber dans le piège des envahisseurs et des services secrets turcs. Ces gens arrivent, mettant un bébé et une femme devant, et derrière eux ; il y a plusieurs dizaines d'hommes jeunes et déterminés. Donc, il faut leur faire comprendre que leur inva-

sion organisée doit prendre fin, et ce n'est pas une affaire de pitié ». Ce blog constituant une précieuse source d'informations nombreuses, fiables et complètes (les publications sont quasi-quotidiennes), nous ne pouvons qu'encourager nos lecteurs à s'y rendre et à apporter leur soutien par une contribution, même modeste, à la souscription qui y est ouverte. Et si vous envisagiez de vous rendre en Grèce, Panagiotis Grigoriou se fera un plaisir de vous organiser des « circuits sur-mesure et des visites guidées pédestres d'Athènes, des auto-tours en Attique, Péloponnèse et Grèce Continentale. Tourisme responsable. Une véritable expérience pour voyageurs éclairés et curieux » ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <http://www.greekcrisis.fr/2020/03/18/0769.html>

Irlande : le Sinn Fein rebat les cartes

C'est un véritable tremblement de terre que l'Irlande a connu lors des élections législatives du 8 février 2020 avec l'arrivée en première position du Sinn Fein avec 24, 53 % des suffrages exprimés devant le Fianna Fáil (22,18 %) et le Fine Gael (20,86 %), parti du Premier ministre Léo Varadkar, et ce avec deux fois moins de candidats que les deux autres partis. Quelles leçons tirer de ce scrutin ?

Ces élections remettent d'abord en cause la vision de l'Irlande complaisamment véhiculée par les médias : bonne élève de l'Union Européenne, avec ses 5 % de croissance, son chômage faible, son Premier ministre métis et homosexuel. Bref, un pays moderne, inclusif, émancipé de ses conservatismes religieux, ouvert sur le vaste monde et dont le chef du gouvernement s'est remarquablement sorti des négociations avec Boris Johnson sur le Brexit et la question de la frontière avec l'Irlande du Nord.

Or, le Fine Gael⁽¹⁾ au pouvoir subit son deuxième effondrement électoral consécutif depuis 2011, passant de 76 sièges à seulement 35. Et Théo Varadkar à la tête du gouvernement depuis moins de trois ans a eu toutes les peines du monde à garder son siège, dans



Mary Lou McDonald, présidente du Sinn Fein depuis février 2018.

un mode scrutin il est vrai très complexe. Alors comment expliquer cette chute et la montée en parallèle du Sinn Fein⁽²⁾, longtemps rejeté parce que considéré comme le bras politique de l'IRA et de ses attentats ?

Le mécontentement contre une réforme de l'âge de départ à la retraite bâclée pourrait en être une des causes principales. Ce merveilleux texte a eu pour conséquence que des salariés sont partis à la retraite à 65 ans sans pouvoir toucher quelque indemnité avant 67 ans, nouvel âge légal de départ. Ajoutez à cela un système de santé dans un état déplorable et un manque cruel de logements à des prix abordables et vous avez tout ce qu'il faut pour créer un senti-

ment de colère qui se traduit dans les urnes. Un gouvernement Sinn Fein pourra-t-il changer les choses ? Rien n'est moins certain car ce parti reste très attaché à l'Union européenne et à l'euro comme tous les partis irlandais. Or, pour s'attaquer au problème, il faudra dépenser. Les deux sont-ils compatibles ?

Ces élections marquent-elles une première étape vers la réunification irlandaise ? Tous ceux, en Irlande ou ailleurs, qui veulent « faire payer le Royaume-Uni » pour le crime du Brexit en rêvent. L'évolution démographique de l'Irlande du Nord, la sécularisation progressive de l'Irlande de part et d'autre de la frontière rendent cette pers-

pective possible. Cependant, il faudrait aussi que les Irlandais du Nord veuillent abandonner le système de protection social britannique, aussi imparfait soit-il, au profit du système irlandais bien plus limité encore. Sans oublier tous les emplois publics nord-irlandais payés avec l'argent du contribuable britannique. Cela peut faire réfléchir. L'avenir de l'Irlande, sud et nord n'est donc pas encore écrit. ■

MARC SÉVRIEN.

(1). Le Fine Gael, parti d'inspiration démocrate chrétienne, situé au centre droit, dirigeait les coalitions au pouvoir depuis 2011.

(2). Le Sinn Fein défend traditionnellement la réunification de l'Irlande et est situé à gauche.

Les Faits majeurs

■ **Côte d'Ivoire.** – Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire depuis dix ans, renonce à briguer un troisième mandat. Il avait pris ses fonctions au terme d'une crise politique qui menaçait de conduire le pays à la guerre civile. Son prédécesseur, Laurent Gbagbo, avait tenté de se maintenir au pouvoir avant d'être arrêté par les partisans de Ouattara. À 78 ans, ce dernier veut « transférer le pouvoir à une jeune génération ». Un geste significatif qui consolide la démocratie ivoirienne.

■ **Espagne.** – Le gouvernement de coalition PSOE-Podemos vient d'adopter deux projets de loi pour instaurer une taxe sur les transactions financières et une taxe sur les services numériques, avec des prévisions de recettes respectives de 850 millions et 968 millions d'euros. L'évaluation assez basse de ces rendements peut surprendre : l'exécutif espagnol se montre peut-être plus habile que son homologue français pour ne pas effrayer l'Oncle Sam.

■ **États-Unis.** – La remontada ! Mal engagé dans les primaires démocrates, Joe Biden est le grand vainqueur du « Super Tuesday ». Arrivé en tête dans 11 États, il devance désormais Bernie Sanders en nombre de délégués. Pete Buttigieg, Michael Bloomberg et Amy Klobuchar ont renoncé pour soutenir l'ancien vice-président de Barack Obama. Également retirée de la course, Elisabeth Warren, à l'aile gauche du parti, n'a pas appelé ses électeurs à rejoindre le camp Sanders. Si Biden prend l'avantage, la course à l'investiture reste encore incertaine.

Y.L.M

Voix étrangères

■ **L'establishment contre Sanders** - « Parfois on se réveille d'un mauvais rêve pour s'apercevoir qu'on dort encore et que le cauchemar se poursuit ». « Le cauchemar américain », selon l'hebdomadaire britannique *The Economist* du 29 février, c'est de se retrouver le 3 novembre entre Donald Trump et Bernie Sanders, un populiste d'extrême-droite et un populiste d'extrême-gauche. L'hypothèse Bernie Sanders était devenue suffisamment crédible début mars pour que l'establishment la croit probable et érige un contre-feu : le « rebond » de Joe Biden lors du super-mardi, le 3 mars, tient du « miracle » selon un commentateur du *New York Times* (13 février), une « divine surprise » bien préparée. Jusque là ce titre, fleuron de l'élite démocrate new-yorkaise, publiait

des opinions qui tentaient de s'adapter à la vague Sanders, de la contenir, de la canaliser. L'économiste Paul Krugman y annonçait que le candidat tempérerait son « socialisme », puisqu'aussi bien il se référait plus au Danemark ou au Canada qu'au Venezuela.

Illusion selon *The Economist* : il n'y a pas de version « light » de Sanders. Pire que le travailiste déchu, Corbyn, il est un idéologue sûr de lui, intolérant, dogmatique. Hillary Clinton qui, bousculée par Sanders, avait dû son investiture en 2016 à l'appui massif de la machine du parti – « les grands électeurs » dont le rôle a été réduit pour la prochaine convention que Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre, agite désormais comme un épouvantail –, veut sa revanche, selon le *Hollywood Reporter*, (21 janvier). Un chroniqueur du *New York Times* (2 mars), Bret Ste-

phens, abonde dans le même sens : Sanders est et reste un trotskyste, l'ami d'Ortega et de Castro comme il le fut d'Allende. « On ne peut élire, écrit-il, un homme politique qui n'a jamais renié son passé, qui ne se rend pas compte que la guerre froide est finie » (sic).

Quant à l'auteur à succès de *La Terre est plate* (2005), Thomas Friedman Jr., il en appelle dans le même *New York Times* (3 mars), aux « patrons » du parti, Nancy Pelosi, Chuck Schumer (chef de la minorité au Sénat), Barack Obama et Bill Clinton pour opposer un front commun face à Sanders. Celui-ci sera ainsi battu dans les règles de l'art et l'unité du parti sera sauvée. Le but ultime pour Friedman étant de refaire l'unité du pays, en appelant les Républicains modérés à rejoindre le seul candidat modéré face à Trump : Joe Biden.

Le plan Trump a été entériné par la victoire de Netanyahu aux élections israéliennes du 2 mars.

Eretz Israël

PAR YVES LA MARCK.

Bibi Netanyahou, le Premier ministre qui a battu le record de longévité au pouvoir de David Ben Gourion, n'avait jamais connu un tel succès électoral, frôlant les 30 % des suffrages là où aucune formation n'avait jamais dépassé 26 %. À égalité en avril 2019 avec la formation « centriste » Bleu-Blanc de l'ex-général Gantz, il avait été battu d'une tête par celui-ci en septembre. Les élections du 2 mars, les troisièmes en un an, furent la belle, faisant une claire différence entre les deux coalitions : trois sièges d'écart entre Likoud et Bleu-Blanc, mais 18 entre les deux alliances de droite et du centre. Les deux partis religieux et l'extrême-droite soutiens de Netanyahou ont conservé leurs sièges, tandis que le seul allié de Gantz, la gauche, s'effondrait, passant de dix à sept sièges (dont trois seulement pour le Parti travailliste, au plus bas historique, qui avait régné sur le pays pendant les trente premières années de son existence).

La gauche et le « camp de la paix » ont disparu de l'échiquier politique parce que privés du soutien des suffrages des Arabes israéliens (21 % de la population) qui, contrairement au passé, sont sortis voter en masse (65 % contre 50 % l'an dernier) et se sont recentrés (à 88 % contre 70) sur une liste unie des communistes aux islamistes, pour laquelle des électeurs juifs ont commencé à voter : elle fait un bond de 13 à 15 sièges (presque 16) avec 13 % des voix, la quinzième sur la liste étant une femme, pour la première fois une islamiste bon ton et voilée.

Ces évolutions significatives dans un système de proportionnelle nationale qui ne prête pas aux mouvements de fond s'expliquent par l'annonce du plan de Trump un mois plus tôt, le 28 janvier. Ce plan, examiné sans préjugés, s'inscrit en droite ligne des accords d'Oslo de 1993 qui ont fixé l'organisation des territoires palestiniens depuis lors. Ce sont ces accords qui ont fait litière des résolutions onusiennes de 1948 ou de 1967. On est passé ainsi de « territoires occupés » à « territoires autonomes ». À la place des municipalités palestiniennes « résistantes », s'était alors mise en place une pesante « Autorité palestinienne », contrôlée par le Fatah revenu de Tunisie, avec Arafat puis Mahmoud Abbas. Celle-ci ne s'exerçait que sur 60% du territoire de la Cisjordanie, seule dans les six grandes villes qui regroupent



Le nouveau découpage de la Palestine proposé par le plan Trump.

l'essentiel de la population (zone A), en collaboration avec la sécurité israélienne dans les zones rurales (zone B). Israël continuait de contrôler seul la zone C, soit 40 % du territoire (au lieu de 100 % entre 1967 et 1993) : la vallée du Jourdain au sens large et les « colonies ».

Le plan Trump reprend cette carte en la triturant passablement, mais avec pour effet, largement passé sous silence, de ramener la zone C de 40 à 30 %, en réduisant sensiblement la vallée du Jourdain limitée à la zone stratégique le long de la frontière jordanienne et de la mer Morte. Le bloc sud, à l'est de Bethléem et à l'est et au sud d'Hébron, est ainsi épaissi, Jéricho est rattaché au bloc central, sauf la route de Jérusalem, les abords des deux villes du nord, Kalkilya et Tulkarem, coincées le long de la ligne verte, sont élargis en y incluant un triangle de peuplement arabe israélien (350 000 habitants). La différenciation entre zones A et B est gommée afin de consolider les blocs constituant le futur État palestinien. Israël continuerait d'assurer la sécurité aux points de passage d'un bloc à l'autre à travers des zones israéliennes, c'est-à-dire les « colonies » que les Israéliens appellent « implantations ».

La plupart des dites « implantations » sont l'effet de la démographie israélienne. Une minorité seulement des quelques 140 sites construits sont idéologiques ou religieux. L'essentiel du peuplement est issu des vagues successives d'immigration de la diaspora, qui se sont accélérées à partir de la fin des années 1980, notamment en provenance de l'ex-URSS (700 000). En 1948, 6 % du total des juifs dans le monde vivaient en Israël, ils sont aujourd'hui 45 %. Le nombre d'habitants dans les implantations est passé de 44 000 en 1984 à plus de 200 000 en 1992 et à plus de 400 000 aujourd'hui, sans compter les 200 000 habitants des implantations sises à Jérusalem-Est annexé depuis 1980.

Le premier acte d'un gouvernement Netanyahu après les élections du 2 mars devrait être l'annexion officielle de ces 140 sites ainsi que de la vallée du Jourdain redessinée *a minima* par le plan Trump. L'opposition ne sera pas le fait d'une gauche israélienne exsangue, ni d'une Autorité palestinienne qui ne représente qu'elle-même. Elle ne viendra pas non plus des gouvernements arabes dont plusieurs ambassadeurs étaient présents à Washington lors de la présentation du plan. On n'a guère entendu la rue arabe. La seule opposition que l'on entendra, car elle a été légitimée par les urnes, est celle de la liste unie des Arabes israéliens. Bientôt les noms d'Ayman Odeh et d'Ahmad Tibi seront plus familiers que ceux de Mahmoud Abbas. Celui de Khatib Yasin, l'élue n°15, sera plus populaire que celle des anciennes égéries laïques de l'OLP. Ils maîtrisent l'hébreu autant que l'arabe. Ils sont nés et ont grandi dans une société démocratique, même si à tant d'égards ils souffrent d'être des citoyens de seconde classe. Des Palestiniens de Jérusalem-Est avaient commencé d'aller dans cette voie, dans la mesure où ils sont admis à voter pour les élections municipales mais pas pour les législatives. C'est la voie de l'avenir. Le plan Trump va s'appliquer. Rien ne l'empêche. La seule limite sera celle de la Knesset, de quinze arabes israéliens qui se revendiquent toujours Palestiniens, qui n'ont jamais quitté leurs terres et leurs maisons en 1948 et ne sont pas réfugiés. Quinze qui peuvent demain être vingt sur 120 et bloquer le processus parlementaire ou ...s'y intégrer et entrer dans des combinaisons électorales et même gouvernementales. Tout est possible. ■



DR.

Séance de cotation à Wall Street. Les flux financiers mondiaux représentent près de 60 fois ceux de l'économie réelle et les nations sont impuissantes à les maîtriser.

Les nations au péril du marché

Normalien, énarque, haut fonctionnaire, enseignant à Sciences Po, David Djaïz s'est fait connaître par un très remarquable premier livre sur la guerre civile⁽¹⁾. Le deuxième est consacré aux conditions d'existence de la démocratie, aujourd'hui menacée par la mondialisation ultralibérale et la technocratie européiste. *Slow démocratie*⁽²⁾ mérite la lecture attentive et la critique exigeante que l'on doit à un jeune auteur dont la réflexion va compter dans les années à venir.

Pendant que se diffusait la fable vaguement hégélienne de la « fin de l'Histoire », la dialectique historique nous a joué un mauvais tour dont nous ne sommes pas remis. Alors que les défenseurs parfois tardifs de l'État de droit, des droits de l'homme et de la démocratie se réjouissaient de leur victoire sur le totalitarisme et annonçaient l'avenir radieux de la Démocratie et du Marché, nous avons vu se mettre en place un processus de négation de la démocratie par le Marché, ce pur concept recouvrant les puissances qui ont obtenu la libéralisation des échanges économiques et qui voudraient que celle-ci soit totale. La démocratie libérale, fondée sur les principes du libéralisme politique a été victime du libéralisme économique qui s'est radicalisé après la chute de l'Union soviétique.

Cette radicalisation s'analyse de manière rétrospective comme un « coup de force silencieux » dont David Djaïz retrace les étapes. De 1968 à 1979, mise en accusation de la démocratie illimitée et retour en force de l'idéologie néo-libérale. De 1979 à 1989, esquisse d'un nouveau dispositif avec la dérégulation et l'indépendance des banques centrales. De 1989 à 2008, « hypermondialisation » et mi-

rage de la gouvernance mondiale. Depuis la crise financière, l'administration des choses est ou semble être assurée par un dispositif qui marginalise les institutions démocratiques et le jeu politique et qui est constitué par les traités européens, les accords de libre-échange, les juridictions supranationales, les banques centrales et les organes de l'Union européenne. David Djaïz voit dans ce dispositif un « *nouvel ordre politique* », alors qu'il s'agit, selon moi, d'un nouveau système disciplinaire rigoureusement antipolitique. Soumettre les États nationaux à des normes irrévocables, c'est imposer l'administration des choses au détriment du gouvernement des hommes, c'est priver les nations de leur indépendance constitutive à l'égard des puissances et des pouvoirs extérieurs – indépendance qui permet, par l'œuvre propre de l'État, d'instituer le peuple en collectivité politique.

Reprenant le « triangle de Rodrik »⁽³⁾, David Djaïz explique qu'« *on ne peut à la fois conserver la forme nationale, être une démocratie vivante et être en situation d'hypermondialisation* ». Par exemple, la cité-État de Singapour s'est branchée sur le marché mondialisé et a gardé sa forme nationale en sacrifiant la démocratie. De

même, les membres de l'Union européenne sont des nations immergées dans la mondialisation et qui sont en train de sacrifier leurs institutions démocratiques.

À des démocraties de plus en plus formelles, correspondent des sociétés de plus en plus fragmentées. Partout dans le monde développé, on observe une forte progression des inégalités de patrimoines et de revenus. Peu de personnes très riches, beaucoup de pauvres et des classes moyennes décimées. Dans cette structure inégalitaire, il y a conflits entre les nomades, qui occupent des emplois délocalisables et bien payés – ingénieurs, cadres – et les sédentaires – caissières, cuisiniers, infirmières, professeurs – qui sont assignés à résidence et mal payés... La minorité nomade estime qu'elle n'a plus besoin de l'État-providence qui est indispensable à la majorité. La mondialisation ultra-concurrentielle et le progrès technologique provoquent le séparatisme social et la fragmentation territoriale à l'intérieur des nations mais aussi une inégalité croissante entre les pays membres de l'Union européenne. Tous ces phénomènes sont clairement exposés dans *Slow démocratie*, ainsi que leurs conséquences politiques, qui se manifestent notamment

dans le national-populisme. Pour répondre à cette crise multiforme, David Djaïz présente un ensemble de propositions qui portent sur les relations économiques internationales et sur l'Union européenne.

Maîtriser la mondialisation. Il s'agirait de trouver un équilibre entre une « *hypermondialisation* » et un « *hypernationalisme* » en conciliant les démocraties nationales et la mondialisation. L'opposition des deux « hyper » me semble contestable car ce qui est dénoncé comme hypernationalisme rassemble le protectionnisme et l'autarcie, dans une même volonté de clôture, alors que la protection des économies nationales relève de décisions politiques qui consistent à choisir les produits et services qui peuvent entrer sur le territoire national et à fixer les conditions tarifaires et non-tarifaires qui régulent les flux commerciaux. C'est la situation que nous avons connue dans la France dirigiste de l'après-guerre et avec le Tarif extérieur commun. D'ailleurs, tout en récusant le mot, David Djaïz s'inscrit dans la logique d'un protectionnisme raisonné lorsqu'il explique qu'il faut réorienter le FMI et la Banque mondiale, les rééquilibrer en renforçant l'OIT, en créant une Organisation mondiale de l'environnement selon les objectifs généraux d'écologie, de démocratie et de justice sociale, en taxant les activités de Google, Amazon et autres GAFA sur le territoire national.

Face aux perspectives catastrophiques ouvertes par le fonctionnement de l'Union européenne, David Djaïz propose de « *redéfinir son architecture institutionnelle en profondeur* » et reprend les idées de Thomas Piketty : sans dénoncer les traités existants, « *quelques nations volontaires* » signeraient un traité de démocratisation de l'Europe au terme duquel elles mutualiseraient une petite partie de leurs recettes fiscales. Ce budget supranational permettrait de financer la recherche scientifique, par exemple, et un « *filet de sécurité* » social selon les décisions que prendrait une assemblée issue des Parlements nationaux. Ce projet laisse perplexe.

Un traité associant quelques nations créera une fragmentation supplémentaire dans une Union déjà fragmentée car il est hautement improbable qu'on puisse articuler ce traité social-démocrate avec les traités disciplinaires régissant l'Union européenne et les normes d'une zone euro gérée par l'Eurogroupe et la Banque centrale européenne – le tout sous l'égide de la Cour de justice de l'Union. Dire qu'un tel traité serait « *expérimental* » ajoute un doute d'autant plus sérieux sur ses conditions de possibilité, puisqu'il faudrait qu'un tel texte soit soumis à référendum dans les « *nations volontaires* ». Dans le cas, également improbable, où ce traité serait approuvé par le suffrage universel dans plusieurs nations, on n'y trouverait aucune solution au système de contrainte monétaire, budgétaire et commerciale éta-



Haut fonctionnaire, essayiste, David Djaïz enseigne l'histoire des guerres civiles à l'IEP de Paris.

« Une Europe confédérale fondée sur un pacte de sécurité collective et sur des accords de coopération devra associer tous les États qui participent à l'équilibre européen, à commencer par les trois puissances nucléaires européennes. »

bli par les actuels traités. C'est ce carcan qu'il faut faire sauter si nous voulons renforcer la solidarité dans la nation.

Les propositions avancées par David Djaïz pour conforter la protection sociale sont intéressantes – création d'un service civique universel, dotation en capital de chaque citoyen à sa majorité – mais encore timides par rapport à la violence des logiques de destruction sociale exposées dans *Slow démocratie*. C'est sous l'égide de l'État-Providence qu'est envisagée une nouvelle politique territoriale. David Djaïz propose de taxer les rentes d'agglomération, de délocaliser certaines administrations centrales pour réduire les fractures sociales et géographiques et de « *mettre en valeur les travailleurs sédentaires dont les activités rendent service à la communauté locale et à son écosystème* ». Cinq domaines d'activité pourraient faire l'objet d'une prise en charge locale : la distribution de l'eau, la production et la distribution de certains aliments frais, l'amélioration des logements, le traitement des déchets et une petite partie de la production d'énergie – toutes activités qui pourraient être mutualisées sous la forme de biens communs.

Le rôle de l'État. L'ensemble des propositions de David Djaïz – dont je donne ici un simple aperçu – est relié de manière cohérente par trois concepts : la nation comme

réalité substantielle, la justice sociale comme impératif catégorique et la démocratie comme ambition à la fois nationale et internationale. Cependant, le projet politique ainsi formulé laisse de côté une réalité indispensable à l'existence nationale : l'État, au sens large du Gouvernement détenteur d'un pouvoir souverain, bien au-delà des fonctions protectrices et redistributrices assurées par l'État-Providence.

Haut-fonctionnaire, David Djaïz a fait un choix délibéré, pour bien souligner le rôle capital de la nation démocratique. L'intention est excellente mais elle conduit à faire l'impasse sur les questions décisives qui relèvent de la géopolitique et de la géostratégie. En France, c'est l'État qui a unifié le royaume puis la nation, dans une lutte permanente contre les féodalités intérieures et contre les puissances impériales. La dialectique des empires et des États nationaux a trouvé sa solution, toujours fragile, dans le principe de l'équilibre entre les États européens. Cela signifie que l'Europe ne peut se construire sur des affinités idéologico-politiques – même si cela reste un idéal – mais sur des relations entre États cherchant à assurer le maintien ou le rétablissement de la paix dans le respect des souverainetés nationales. Les alliances de revers conclues par la France avec les Ottomans, avec la Russie tsariste, avec l'Union soviétique, se sont faites hors de toutes considérations relatives au régime politique des pays alliés. De même, une Europe confédérale fondée sur un pacte de sécurité collective et sur des accords de coopération devra associer tous les États qui participent à l'équilibre européen⁽¹⁾, à commencer par les trois puissances nucléaires européennes. La France ne saurait oublier qu'elle doit rétablir son rang mondial et c'est par la mobilisation des moyens de l'État qu'elle pourra le faire – sans compter sur la bienveillance démocratique des États-Unis, par exemple...

Somme toute, la « *slow démocratie* » est un avenir peu probable. La reconquête de notre indépendance nationale et l'objectif général de justice sociale conduiront à mener des batailles de tous ordres, diplomatiques, monétaires, économiques, écologiques, contre des coalitions d'intérêts privés à l'intérieur et contre des puissances extérieures. C'est dans ces luttes que nous referons notre unité. ■

BERTRAND RENOUVIN.

(1). David Djaïz, *La guerre civile n'aura pas lieu*, Le Cerf, 2017.

(2). *Slow démocratie : comment maîtriser la mondialisation et reprendre notre destin en main*, Allary Éditions, 2019.

(3). Dani Rodrik : économiste et universitaire turc, professeur à Harvard, auteur entre autres ouvrages de *La mondialisation sur la sellette*, De Boeck supérieur, 2018.

(4). Cf. *Royaliste* n°1181 : « Pour la grande Europe. »

Les apprentis sorciers de la génétique



DR

Jumelles génétiquement modifiées, profilage des rencontres amoureuses... En Chine ou aux États-Unis, la génétique est l'objet d'actes toujours plus inconsidérés et inquiétants pour l'humanité.

En termes d'évolutions scientifiques et en particulier génétiques, la dichotomie entre le possible techniquement et le souhaitable éthiquement est devenue une problématique majeure. Définir les contours de l'acceptable pour notre humanité, pour son intégrité physique, pour sa dignité fait l'objet de débats enflammés entre les déracinés de la chair et ceux qui entendent préserver cette dernière coûte que coûte.

Deux actualités attirent l'attention sur le thème de la génétique dévoyée. Tout d'abord, le chercheur chinois, He Jiankui, a été condamné à 3 ans d'emprisonnement et à un million

de yuans d'amende (environ 130 000 euros) pour avoir, le premier, modifié génétiquement deux jumelles, en procédant à une mutation delta 32 du gène CCR5. Le chercheur a usé de la technique dite du CRISPR, où la protéine Cas9 « coupe » l'ADN pour modifier un gène ciblé (responsable par exemple de maladies héréditaires).

Le but était de rendre les fillettes résistantes au VIH (dont le père est porteur) mais personne, dans la communauté scientifique internationale, n'a fait preuve de la moindre indulgence. C'est cette indignation collective qui a d'ailleurs

poussé la Chine à agir car si la manipulation génétique des embryons est interdite dans le pays, aucune sanction n'était prévue.

Précisons que la communauté internationale reste prudente sur la « réussite » ou non du processus, c'est-à-dire la résistance au VIH. Dans un article de décembre 2019, le quotidien suisse *Le Temps*⁽¹⁾ cite plusieurs articles du magazine *MIT Technology Review* : « Les chercheurs chinois indiquent qu'un seul embryon a intégré une mutation sur les deux copies du gène CCR5. Ils estiment que cela confère une résistance complète à l'infection par le VIH, mais rien n'indique que cela soit le cas. Il aurait fallu que les chercheurs réalisent la même manipulation génétique sur des cellules immunitaires pour savoir si elles sont effectivement devenues résistantes au VIH. Surtout, l'article ne comporte aucune indication d'une telle vérification après la naissance des bébés. »

De plus, les conséquences des « cassures » de l'ADN de Lulu et Nana restent imprévisibles et pourraient s'avérer dangereuses⁽²⁾.

Sans cibler explicitement He Jiankui et sans condamner inconditionnellement la

technique de la « coupe » de l'ADN, l'OMS a toutefois créé l'été dernier un groupe d'études censé « répondre aux problèmes éthiques et de sécurité ».

Ces poussées eugénistes couplées avec les nouvelles technologies donnent parfois un mélange détonnant. Preuve en est de l'initiative d'un généticien de Harvard, George Church, qui est en train de créer une application de rencontre, *digiD8*, basée sur la compatibilité génétique (échantillon de salive à fournir), afin d'éviter l'union de personnes aux tares génétiques et héréditaires. Sur son site, le message est lancé pour recruter des ayatollahs de la pureté génétique : « Nous sommes en train de grandir à *digiD8*, es-tu la bonne personne pour notre équipe ? » ■

INDIANA SULLIVAN.

(1). Une année après, le fiasco des bébés génétiquement modifiés, *Le Temps*, 9 déc. 2019, <https://www.letemps.ch/sciences/une-annee-apres-fiasco-bebes-genetiquement-modifies>

(2). Bébés chinois OGM : des mutations imprévues sont apparues dans leur génome, *Futura Santé*, 4 déc. 2019, <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/crispr-cas9-bebes-chinois-ogm-mutations-imprevues-sont-apparues-leur-genome-73919/>

Dans les revues

■ **Campagnes solidaires, n°358, février 2020** – Dans un dossier publié peu avant l'ouverture du salon de l'agriculture, le mensuel de la Confédération paysanne montre les « multiples visages des prédateurs du revenu paysan » et dénonce les menaces de la communication des poids lourds du lait, de la viande et de l'engrais. Leurs campagnes publicitaires mettent en avant les « vertes prairies » et les éleveurs, elles misent sur la sympathie que suscitent ces derniers avec leurs « systèmes herbagers en plein air » et prétendent préserver l'environnement. Mais elles passent sous silence « l'injuste rémunération de l'activité de production ». Elles sont synonymes « de course au prix bas, de déterritorialisation de l'agriculture et d'incitation à changer de système ... vers des élevages de plus en plus gros et

optimisés, où le lien entre l'animal et le paysan a tendance à disparaître ». Quant au concept d'« agriculture intelligente » promu par les fabricants d'engrais, il n'est « qu'une coquille vide permettant de livrer l'agriculture à l'appétit des multinationales pour faire la promotion des intrants chimiques, tout en contribuant à la perte d'autonomie des paysans » (sic). On connaît l'activité prédatrice de la grande distribution, qui « étouffe » les paysans par des importations massives de fruits et légumes bon marché. On sait moins comment les montages financiers des « méga coopératives agricoles » rognent la rémunération de leurs coopérateurs. « Dans ces groupes aux allures de multinationales règne désormais une logique économique hybride, coopérative et capitaliste où les efforts de compétitivité sont reportés "solidairement" sur les producteurs et les productrices quand les

profits sont canalisés vers des intérêts privés. ».

■ Éléments, n°182, février 2020

– Il n'est pas certains que les héritiers des Paysans travailleurs de Bernard Lambert lisent spontanément la revue des admirateurs de Julius Evola et de Céline. Un article intitulé « Paysans 2.0 : les usines à la ferme », mérite pourtant de retenir leur attention. « Développés et installés très discrètement depuis une décennie, des centaines de méthanisateurs centralisés ou "à la ferme" sont en fonction dans l'Hexagone ». Ces unités de production de gaz sans oxygène ont pour but « la valorisation des gaz issus de la fermentation, pour une meilleure gestion de l'azote », afin d'alimenter des villes et des sites en gaz de ville, en chauffage ou en électricité. Elles fonctionnent à partir de déchets provenant de l'industrie alimentaire ou du monde agricole. Leur développement,

planifié dans le cadre des énergies renouvelables, a des effets pervers. Il présente des dangers et des nuisances olfactives. Il est surtout susceptible de déstructurer profondément le monde agricole et rural. Leur rentabilité supérieure à celle de l'exploitation agricole traditionnelle conduit en effet des « méthanisateurs à la ferme » à les alimenter directement avec cultures et fourrages, provoquant une hausse des prix, une raréfaction de la paille et l'utilisation des fourrages et céréales au détriment de leur usage alimentaire, une forte spéculation foncière et un détournement des terres de leur usage agricole. Si l'autonomie alimentaire de la France est en jeu, la méthanisation annonce aussi la « mutation finale du paysan », en passe de devenir « un simple technicien industriel délocalisé à la campagne ». Une campagne qui risque de se transformer en « un désert rural qui pue la fosse septique ».



par Gérard Leclerc

Sauver la beauté du monde

Le dernier essai de Jean-Claude Guillebaud constitue une invitation à l'émerveillement. En cette période plutôt triste, il conviendrait de l'en remercier, d'autant plus qu'il ne se livre pas à un exercice dialectique. Ce dont il veut rendre compte, c'est de la beauté du monde, et éventuellement des « *belles personnes* » qui y demeurent. Il peut se réclamer de l'autorité de Platon qui estimait que la philosophie commençait par l'émerveillement. S'opposait-il en cela à Aristote, comme le veut Guillebaud ? Je n'en suis pas complètement persuadé, car le stagirite choisissait comme point de départ l'étonnement devant le monde, notion sans doute moins esthétique qui n'en renvoyait pas moins à une ouverture radicale au cosmos et à ses énigmes. Mais dans le cas présent, l'intention de l'auteur est poétique, et il ne craint pas de pousser jusqu'à l'hyperbole son état d'esprit, en raison d'une urgence radicale. « *Quant à l'émerveillement, ce n'est pas un concept, c'est une suffocation ravie. Une foudre qui coupe le souffle. Pensons au rose floconneux d'un petit matin quand l'Est sort de la nuit ; à cette demi-pénombre qui enveloppe la grande forêt de mystère ; au cap des Aromates dont on rêve quand on a huit ans ; au fracas de la mer d'Iroise sur la pointe du Raz ; à la splendeur du Wadi Rum jordanien ; à un cirque de montagne, soudain, qui efface notre mélancolie ; à la démarche calme et douce d'un grand félin ; à Mozart tout entier ; à la musique d'un rire d'enfant...* »

Je ne me souviens pas que Jean-Claude Guillebaud se soit laissé aller dans le cours de son œuvre abondante à un tel lyrisme. Cette dimension supplémentaire qu'il révèle de son talent est également, pour le lecteur, un motif d'émerveillement. Ce journaliste-correspondant de guerre a couvert tous les conflits de l'histoire récente, il s'est passionné pour tous les grands débats intellectuels contemporains, où il a joué sa partie avec une alacrité et une compétence rares. Il a brillé comme chroniqueur des médias et dans bien d'autres domaines. Et voilà qu'il se révèle à nous comme un homme de la nature, vivant au rythme des saisons, ne perdant rien des merveilles de la flore et surtout de la faune qui entourent sa grande maison des Charentes. On pouvait soupçonner que sa façon d'échapper à la capitale, où tant de tâches le retiennent, s'expliquait par une attirance invincible pour le grand air et la vie rurale. C'est plus intense encore. Il s'agit d'une pleine communion dans une nature qu'il peut célébrer à la manière de Virgile : « *Les roses trémières – on disait aussi les passe-roses – ont juste démarré, avec leurs grandes feuilles plates, encore trop près du sol, à portée des limaces qui les trouvent et les dévorent. Ces fleurs très charentaises ont une robustesse que j'aime par-dessus tout. Elles poussent dans les coins les plus ingrats (...). Dans le bois près de la maison, les pervenches et les primevères se fanent, mais les jacinthes sauvages (les clochettes bleues) prennent la relève.* »

Pour la flore, il y a déjà abondance. Mais pour la faune, il y a surabondance : « *Le hasard fait que la Grande Maison est située sur un couloir de passage très fréquenté par les migrateurs. Si l'on additionne les allers-retours, plus de 150 000 grues cendrées passeraient ainsi au-dessus de notre canton.* » Et encore : « *Les petites corneilles à tête grise ont*

niché pour la première fois. Les rapaces – buses, faucons pèlerins, pies grièches, éperviers – sont plus nombreux que jamais. C'est aussi le cas des pigeons-ramiers qui n'avaient jamais colonisé les lieux en aussi grand nombre... » On s'aperçoit ainsi que notre écrivain échappe à la mélancolie de la plupart de ses contemporains. Il n'est sûrement pas d'avis avec Gustave Flaubert qui avouait que l'existence n'était supportable que moyennant de grands allègements. L'émerveillement, comme marque indélébile de sa personnalité, lui confère cette qualité célébrée par Marcel Proust, avec des yeux qui font découvrir sans cesse de nouveaux paysages.

Mais il y a une intention politique dans cet exercice d'admiration, et il se rapporte directement au grand souci contemporain à l'égard d'une planète en danger. L'auteur ne dédaigne en rien les efforts de la COP 21 tendus pour un sauvetage qu'à peu près tout le monde aujourd'hui considère de la plus extrême urgence. Mais il lui semble que la science écologique et ses vulgarisateurs souffrent d'un manque cruel de langage apte à mobiliser les esprits et les cœurs. « *Mais espère-t-on rameuter les foules, les énergies, les passions avec ce lugubre dialecte ? Où est donc la "folie" rimbaldienne et "voyante" d'Une saison en enfer ? (...) Notre cerveau est capable de comprendre les chiffres et les concepts, mais notre cœur n'est ni ému ni convoqué par un tel baragouin.* » Sans doute Guillebaud apprécie-t-il l'élan d'une nouvelle génération qui descend dans la rue et semble inaugurer une nouvelle page du combat civique. Encore faut-il participer du sentiment charnel de notre appartenance à notre terre en péril. C'est pourquoi il apporte sa pierre à l'œuvre commune, en espérant que son émerveillement sera communicatif.

À cette fin, il faut pouvoir compter sur ce qu'il y a de plus beau dans notre humanité, avec toutes ses ressources qui sont aussi d'ordre intellectuel. Les grands amis selon l'esprit sont tous appelés à la rescousse, d'autant qu'ils se sont montrés prophètes de notre bel aujourd'hui, les Ellul, les Morin, Girard et Castoriadis. Mais Guillebaud ne dédaigne pas non plus la force des passions, ayant appris de Vauvenargues qu'« *un homme sans passion est un roi sans sujet* ». La *générosité et le souci de l'autre* « *conjugués avec le courage du partage* » ne sont-ils pas les vertus maîtresses d'un art politique à inventer ? ■

Jean-Claude Guillebaud
Sauver la beauté du monde
L'iconoclaste, 320 p., 17 €.

Jean-Claude
Guillebaud
*Sauver
la beauté
du monde*





Cinéma

■ **Tous parasites** - La polémique qui a embrasé la dernière cérémonie des Césars autour des douze nominations du *J'accuse* de Roman Polanski⁽¹⁾ en a occulté le palmarès, la qualité du millésime 2020 et l'adéquation des sujets abordés avec l'époque. Les films distingués révèlent, en effet, un ou plusieurs aspects de la crise que traversent nos sociétés et l'incapacité d'en sortir. Citons pêle-mêle et sans prétendre à l'exhaustivité, la délinquance (*Roubaix, une lumière*), le malaise des banlieues et de la police (*Les Misérables*), la pédo-criminalité (*Dieu merci*), la démission et le désenchantement des politiques (*Alice et le maire*), les discriminations et l'injustice (*Papicha*), les iné-

galités économiques et sociales (*Parasite*)... Il serait cependant dommage de réduire tous ces films à leur sujet, sans en souligner la valeur cinématographique magnifiée par le talent des metteurs en scène, le jeu des acteurs, l'originalité des scénarios...

Mais de toutes les œuvres primées en cette soirée mouvementée, *Parasite*, du cinéaste sud-coréen Bong Joon-ho, déjà récompensé par la Palme d'or au dernier festival de Cannes et plus récemment par l'Oscar du meilleur film, est largement au-dessus du lot. Il retrace l'histoire d'une famille pauvre dont les quatre membres vivent d'expédients dans un appartement minable au sous-sol d'un immeuble infesté de rats et de cafards. Ils entrevoient la possibilité de s'en sortir lorsque le

films est embauché pour donner des cours d'anglais à la fille d'un riche homme d'affaires. Une fois dans la place, il manœuvre pour faire embaucher sa sœur comme baby-sitter, son père comme chauffeur et sa mère comme gouvernante. Commence alors un engrenage incontrôlable : la famille croit prendre l'ascenseur social, alors que c'est à une descente aux enfers qu'elle doit se préparer.

Bong Joon-ho excelle dans le mélange des genres ; *Parasite* est à la fois une satire sociale, une fable écologique, un film d'horreur, une comédie burlesque et un thriller hâletant. Toute proportion gardée, c'est *Affreux, sales et méchants* ou *L'Argent de la vieille* au pays du Matin calme : les époques, les pays et les cultures diffèrent, mais c'est encore et toujours la même lutte des classes, le même mépris des riches à l'égard des pauvres, la même condescendance, la même indifférence... Le cinéaste coréen n'est pas plus tendre avec les pauvres qui sont envieux à l'égard des riches et méchants entre eux. Tous parasites ! Telle est la leçon que le cinéaste coréen nous invite à tirer de son film : de même que les rats et les cafards vivent aux dépens des pauvres, les pauvres survivent sur le dos des riches, lesquels fondent leur train de vie

sur la misère des pauvres. C'est dans la logique des choses.

Mais alors, Bong Joon-ho – par les clins d'œil que son film adresse à Jean Renoir, à Akira Kurosawa, à Yasujiro Ozu, à Orson Wells, à Alfred Hitchcock, voire à Jacques Tati (pour ne citer qu'eux) – ne serait-il pas, lui aussi, un tantinet parasite ? Ce serait lui faire offense que de l'affirmer. Par la distanciation, toute théâtrale, qu'il instaure entre lui, le spectateur et son sujet, il apporte sa propre touche à l'édification du septième art. ■

NICOLAS PALUMBO

(1). Cf. *Royaliste* n° 1178 p. 8, « Polanski : du besoin de séparer l'homme de l'œuvre ».

Parasite – Film sud-coréen de Bong Joon-ho, avec Song Kang-ho, Lee Sun-kyun, Cho Yeo-jeong, Jang Hye-jin, Choi Woo-sik. – sortie le 8 avril 2019. Actuellement visible sur Canal +.

Cinéma

■ **Le Fils d'un roi** - À l'occasion d'un exposé sur la Révolution française, deux lycéens de banlieue décident de présenter à leur classe les bienfaits de la monarchie. Telle est l'idée de départ – osée – du *Fils d'un roi*, le dernier film de Cheyenne-Marie Caron. Cette réalisatrice, au parcours atypique, a un indéniable talent de cinéaste et un véritable projet cinématographique qui la distingue de tout ce qu'on peut voir actuellement sur nos écrans et auxquels ses acteurs – non professionnels et néanmoins talentueux – collent parfaitement. Enfin, ce qui ne gâche rien, Caron a de réelles convictions monarchistes.

Là s'arrête l'intérêt de ce film trop manichéen pour être crédible et trop dans la démonstration pour être convaincant : il y a, d'un côté, les gentils monarchistes et, de l'autre, les méchants républicains, les élèves qui veulent bien faire et les professeurs qui leur mettent des bâtons dans les roues... Par son « syncrétisme » monarchiste, *Le Fils d'un roi* pose un problème de fond : pour Caron, tous les prétendants et toutes les formes de monarchie, quelle que soit leur histoire nationale, se valent. Avec un peu plus de sens politique, Cheyenne-Marie Caron aurait pu contribuer à réintroduire la monarchie française dans le paysage politique. ■

Se procurer le DVD : <http://www.cheyennecaron.com/>

Sur les écrans

■ **Se marier en Inde** - Dans l'un de ses reportages diffusés sur sa chaîne Youtube, *Arte Découverte* se penche sur les mariages arrangés en Inde. Un jeune couple issu de la caste supérieure des Brahmanes s'apprête à s'unir sur décision des parents. On suit les préparatifs d'une cérémonie solennelle, flamboyante. Interloqué face à un système où l'amour n'a pas droit de cité en amont, on se laisse toutefois toucher par la future mariée qui évoque son « rêve de mariage de princesse depuis toute petite ». L'intérêt du reportage réside dans le tiraillement et les ambivalences d'une jeune génération d'Indiens éduqués, en apparence libres, et pourtant attachés à des traditions qui apparaissent obsolètes dans nos sociétés occidentales. À voir.

■ **Le cas Richard Jewell** (de Clint Eastwood, USA) - Sans doute les

cinéphiles exigeants ne retrouveront pas, avec *Le cas Richard Jewell*, le brio du Eastwood de la grande époque... Mais le cinéaste, à l'aube de ses 90 ans, sait toujours dépeindre les formes de violence qui traversent la société américaine. Il narre ici l'histoire authentique de Richard Jewell, un agent de sécurité qui évita un bain de sang en signalant la présence d'une bombe lors des festivités des JO d'Atlanta (1996). Le héros ordinaire est pourtant devenu le suspect idéal... Eastwood montre comment la machine médiatique et judiciaire prend dans son engrenage infernal un innocent, superbement interprété par Paul Walter Hauser.

■ **L'Odyssée selon Tesson** - On se souvient de la belle série d'émissions que Sylvain Tesson consacra à Homère pendant l'été 2017 sur *France Inter*. Notre écrivain voyageur est reparti, l'an dernier, sur les traces d'Ulysse, pour une série TV, réalisée cette fois par

Arte. Tesson débute son périple à Marseille, aborde en Corse, en Sardaigne, suit la côte italienne pour atteindre l'Albanie, Corfou, les îles ioniennes, puis celles de l'Égée. Un voyage au contact des lieux sacrés, à la rencontre des peuples – pêcheurs, bergers, marins, poètes – qui ont gardé les mots d'Homère et l'amour de sa mer violette. Cinq documentaires, à ne pas manquer, présentés au printemps prochain sur *Arte* et *Ushuaïa TV*.

■ **Histoire d'un désastre** - La chaîne *Toute l'Histoire* a la bonne idée de rediffuser le documentaire de Cédric Bruat, *Drôle de guerre*, présenté en 2019 sur *Arte*. Une masse d'archives, de films amateurs et de témoignages retracent ce que furent ces huit mois d'attente, de septembre 39 au 10 mai 40, l'inquiétude des Français, le désarroi des soldats, les occasions perdues et l'amateurisme de nos dirigeants d'alors. Diffusé les 12, 14, 16, 19 et 20 mars.

La Nouvelle Action royaliste

Pourquoi adhérer à la NAR

Les analyses les plus rigoureuses, les critiques les plus décisives ne sont utiles que si elles sortent des petits cercles d'initiés et se diffusent dans l'ensemble de la société. C'est pourquoi, tout en accordant une grande importance à la réflexion intellectuelle sous toutes ses formes, la NAR se définit d'abord comme une organisation politique, qui vise à diffuser les idées royalistes, à promouvoir l'idée d'une monarchie nationale, populaire, moderne et à préparer le recours au comte de Paris.

C'est pourquoi la NAR prend régulièrement position dans les grands débats nationaux, cherche à éclairer les citoyens dans les choix qui s'offrent au pays et poursuit depuis l'origine un dialogue avec tous ceux qui mettent en avant l'intérêt public avant les choix partisans. La NAR, c'est aussi une organisation vivante, où les adhérents participent à la définition de la ligne politique, élisent leurs dirigeants et forment une communauté militante qui travaille, réfléchit et agit.

Rappelons que l'adhésion à la NAR est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun, la question financière ne devant pas être un obstacle à l'adhésion.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la NAR, de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (06 43 11 36 90), un mail (lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr) ou un courrier adressé à notre siège, nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Au moment où la NAR prépare son 39^e congrès, alors qu'elle va fêter l'an prochain ses 50 années d'existence, n'attendez plus pour vous engager à nos côtés.

Dates à retenir

■ Notre 39^e congrès se tiendra à Paris les 28 et 29 mars prochains. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer. Merci à nos amis de retenir dès maintenant ces dates. Pour toutes informations, contacter notre siège.

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : E. Micheletti

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

Mercredis de la NAR

Chaque mercredi, nous accueillons dans nos locaux nos amis et sympathisants de la NAR pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence se déroule de 20h à 22h dans nos locaux, 38, rue Sibuet, 75012 Paris. Métro Picpus. (entrée libre, participation aux frais de 2 €). Un repas amical est servi à l'issue des débats (participation aux frais : 7 €)

Mercredi 11 mars :

Bernard Bourdin

Sur le thème : Dans une société fragmentée, le bien commun est-il encore possible ?

Mercredi 18 mars :

Frédéric Rouvillois

Sur son ouvrage : *La Révolution de 1958.*

Mercredi 25 mars :

Catherine Maire

Sur le thème : Politique et religion au siècle des Lumières.

Mercredi 1^{er} avril :

Emmanuel Todd

Sur son ouvrage : *La lutte des classes en France au XXI^e siècle.*

Vidéos de la NAR

Toutes les conférences de la saison 2017-2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes ». Voici la liste de nos dernières publications :

Mercredi 27 novembre : colonel René Cagnat.

Sur le thème : La région centre-asiatique et l'Europe en tant que proie des superpuissances et de l'islam.

Mercredi 4 décembre : Françoise Germain-Robin.

Pour la présentation de son livre, en collaboration avec feu Luc Beyer de Ryke : *Congo, mémoires à vif.*

Mercredi 22 janvier : Nicolas Palumbo et

Bertrand Renouvin. Pour un débat sur la réforme des retraites et la révolte sociale.

Mercredi 29 janvier : Gabriel Martinez-Gros.

Pour son livre : *L'Empire islamique, VII^e – XI^e siècle.*

Événements

Communiqué

Les Français, qui éliront dans quelques jours leurs représentants dans nos 35 000 communes, sont particulièrement attachés à l'institution communale. Comme l'a montré la crise des Gilets jaunes, la confiance envers les élus locaux reste très forte au sein de la population. Malgré la perte d'autonomie financière des communes, les maires conservent un pouvoir important dans la vie quotidienne des Français. Ils sont souvent le premier et le dernier recours de ceux qui connaissent des difficultés ou qui pâtissent du retrait de l'État dans les territoires.

La NAR appelle les électeurs à voter massivement lors de ce scrutin, en privilégiant les listes qui rejettent le communautarisme, qui s'impliquent fortement dans la défense des services publics, et qui font le choix d'un urbanisme au service des besoins réels de la population et non pas au bénéfice d'intérêts particuliers.

Adhérents

L'envoi des cartes d'adhérents pour 2020 est en cours. Seules les personnes à jour de cotisation recevront leurs cartes. Les retardataires sont instamment priés de bien vouloir se mettre à jour.

Maison de France

■ Le 3 mars dernier, via son compte twitter, le comte de Paris a condamné l'utilisation par le gouvernement de l'article 49-3 dans le débat sur la réforme des retraites. Le prince s'est également inquiété des conséquences pour la France de l'épidémie de coronavirus : « *La crise sanitaire que nous vivons révèle la profonde fragilité de notre pays dans une économie mondialisée. Nos secteurs stratégiques ne peuvent être laissés aux mains de stricts intérêts économiques. Il faut s'interroger sur la délocalisation de pans entiers de notre économie.* »

■ Les éditions Via Romana viennent de publier une biographie très documentée du prince Philippe VII d'Orléans, comte de Paris (1838-1894), préfacée par le chef de la maison de France. Ce livre est en librairie depuis le 27 février. Nous en rendrons compte prochainement dans le journal et son auteur, l'historien Thibault Gandouilly, viendra le présenter dans le courant du mois de mai aux lecteurs de *Royaliste* et aux sympathisants de la NAR.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

o Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20€) o SIX MOIS (30€) o UN AN (50€) o UN AN SOUTIEN (120€)

VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50€)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Téléphone portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

Agir dans l'incertitude

Décennie après décennie, les économistes néo-libéraux ont enseigné et asséné les lois de l'économie de marché, les bienfaits de la concurrence, les bonheurs de la mondialisation, la nécessité de l'équilibre budgétaire et la belle morale de l'État modeste. Ils auraient mieux fait d'importer la modestie dans leur propre discipline, qui est seulement d'intention scientifique, et de réfléchir sur l'incertitude.

L'idéologie du Marché est depuis longtemps récusée par la théorie et en pratique mais c'est un « presque rien » viral, invisible et inattendu, qui désorganise l'économie mondialisée et démontre l'inefficacité du système. Survenue en Chine, observée de loin par les gouvernements européens et par « les marchés » financiers, l'épidémie de Coronavirus a provoqué l'inquiétude générale lorsqu'elle a gagné l'Italie, avant de toucher la France.

Comme d'habitude, nos grands médias se sont ingéniés à créer la panique tandis que l'Élysée et Matignon décrétaient la mobilisation. Comme d'habitude, la « gouvernance » compte sur le dévouement des personnels de la santé publique, oubliant qu'elle les a maltraités et continue de le faire, oubliant qu'elle est en train de détruire l'hôpital public.

Nous avons connu une situation identique au moment des grands attentats, lorsque les médias cultivaient la peur, lorsque l'oligarchie mobilisait les policiers et les soldats sans se soucier des conditions dans lesquelles ils assuraient leur service. C'est à cette époque, en 2015, que le gouvernement décida de « faire des économies » en fermant l'hôpital militaire du Val-de-Grâce – comme s'il était exclu qu'une campagne d'attentats puisse faire des centaines de blessés. Par la suite, on a continué à fermer des lits partout en France. Mais il est vrai que la « gouvernance » peut aujourd'hui compter sur les compétences et sur le dévouement de l'ensemble des fonctionnaires pour enrayer l'épidémie et compenser, par leurs sacrifices, la réduction de leurs moyens.

L'Élysée et Matignon ne pourront pas compter sur le sens du service public pour réduire les effets désastreux que le Covid-19 provoque dans les circuits économiques et dans la machinerie financière. Très fortes baisses boursières, baisse du prix des matières premières, baisse considérable de l'activité économique en Chine ! Les élites occidentales ont célébré la Chine comme « l'atelier du monde », mais si ce pays, qui représente aujourd'hui 20% du PIB mondial, ne peut plus fabriquer les médicaments et les pièces détachées qui nous sont indispensables, s'il cesse de nous acheter des biens et des services – notamment touristiques – il est clair que les écono-

mies des principaux États européens vont être désorganisées.

L'épreuve est redoutable. Les économies française et italienne subissent les effets désastreux de la « monnaie unique », l'économie allemande est entrée dans une crise structurelle et la crise économique va se développer dans un environnement financier follement spéculatif qui est exposé à des paniques catastrophiques.

Il faut bien entendu souhaiter la victoire des services de santé sur l'épidémie et le redémarrage des activités économiques aujourd'hui arrêtées. Mais il n'y aura pas de retour à la normale sur le marché mondialisé, parce que le processus de démondialisation était amorcé bien avant le début de l'épidémie⁽¹⁾. Il faut ajouter que les professeurs et autres experts néo-libéraux sont incapables de rénover le système en faillite parce que leur théorie est en ruine, qu'il s'agisse de l'austérité, de la croissance par les « réformes structurelles » ou des thèses sur le taux d'intérêt et l'épargne⁽²⁾. Quant aux conséquences pratiques de ces théories, elles ont tant meurtri les peuples qu'ils se révoltent par la voie des urnes ou dans la rue et qu'ils refuseront le retour à l'ordre injuste des choses.

Si nous avions un chef de l'État, il ne perdrait pas son temps à jouer les mouches du coche sanitaire. S'adressant à la nation, il dirait que nous sommes dans des circonstances exceptionnelles et qu'il faut désormais agir autrement en s'appuyant à la fois sur les institutions politiques et sur l'énergie du peuple français. Citant François Perroux, il reprendrait les trois injonctions qu'il avait formulées : « *Nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves* »⁽³⁾, en précisant que cela vaut pour la France et pour le monde confrontés à l'urgence écologique. Puis il proclamerait la nécessité, pour notre pays, de la souveraineté alimentaire, pharmaceutique, industrielle, numérique, en mobilisant tous les moyens de l'État, sans se soucier de l'équilibre des finances publiques et en préparant une sortie concertée de la zone euro.

Si nous avions un chef de l'État, les tâches collectives seraient rudes, mais nous pourrions jour après jour réduire les incertitudes et coopérer avec les autres nations dans l'indépendance retrouvée. ■

(1). Cf. Jacques Sapir : « Vers une transformation majeure de l'économie mondialisée ? », *RussEurope-en-Exil*, 1^{er} février 2020.

(2). Cf. la chronique d'Olivier Passet sur *Xerfi Canal*, 5 mars 2020.

(3). Sur François Perroux : <http://www.bertrand-renouvin.fr/penser-faire-une-revolution-mondiale/>

Sommaire

Page 2 - Le monde agricole au pied du mur. – *Agribashing*.

Page 3 – Séparatisme : le mot pour ne rien dire.
– L'Écho du net.

Page 4 – Irlande : le Sinn Féin rebat les cartes.
– Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 5 – Sur le plan Trump : Eretz Israël.

Pages 6 et 7 – Les nations au péril du marché.

Page 8 – Génétique : inconscience et danger – Dans les revues.

Page 9 – Jean-Claude Guillebaud et la beauté du monde.

Page 10 – *Parasite*. – *Le Fils d'un roi* – Sur les écrans.

Page 11 – Le mouvement royaliste.

Page 12 – Éditorial : Agir dans l'incertitude